ses d'il y a environ une semaine concernant l'entrée de la Chine rouge aux Nations Unies? Que signifient les allusions des journaux voulant que les États-Unis aient adroitement amené le Canada à modifier sa position aux Nations-Unies?

Le très hon. M. Pearson: Les mots «amené adroitement» sont du très honorable représentant. On ne nous a amenés à modifier aucune position. Nous sommes en train de discuter la question avec nos amis aux Nations Unies dans l'espoir que des négociations permettront des progrès dans cette affaire.

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ÉVALUATION IRRÉGULIÈRE DU COURRIER PAR DES GÉRANTS DE MAGASIN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Justice ou au solliciteur général, c'est-à-dire à celui que la question concerne, si une enquête sera instituée au sujet des allégations qu'on a formulées aujourd'hui devant le comité des affaires indiennes, selon lesquelles certains directeurs de magasin de la compagnie de la baie d'Hudson auraient violé le courrier officiel en brûlant des catalogues expédiés par Eaton, Simpson-Sears et d'autres maisons rivales, empêchant ainsi que ces catalogues ne parviennent aux personnes que dessert la compagnie de la baie d'Hudson. On a aussi allégué que ces directeurs de magasin ont ouvert des lettres contenant de l'argent ou des chèques destinés à d'autres personnes.

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Je vais examiner l'affaire avec mes fonctionnaires, et si des mesures s'imposent, nous les prendrons.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE—RENAISSANCE DU NAZISME ET RÉOCCUPATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Milton L. Klein (Cartier): Je voudrais demander au très honorable premier ministre s'il existe des conditions régissant la réoccupation de l'Allemagne de l'Ouest par les alliés, advenant que le néo-nazisme continue de s'y développer?

M. l'Orateur: L'honorable député admettra sans doute qu'il s'agit là d'une question de portée très générale et qu'on saurait difficilement la poser à ce moment-ci.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—L'AFFECTATION D'APPAREILS CANADIENS À DES PORTE-AVIONS AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Est-ce exact que des avions de repérage et des pilotes de la Marine canadienne ont été ou seront affectés à des porte-avions américains? Si oui, s'agit-il d'un premier pas vers la remise à la marine des États-Unis des engagements de défense anti-sous-marin que nous avons pris envers l'OTAN?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, c'est ce qu'on fait habituellement lorsque le *Bonaventure* est en cale sèche. On a dû agir de la même façon lorsque le député était ministre de la Défense nationale, mais je n'ai pas vérifié ce point. De toute façon, on a sûrement pris une telle mesure dans le passé pendant le radoub du *Bonaventure*. Cette initiative n'a aucunement le caractère que lui prête mon honorable ami.

L'ARMEMENT DU «BONAVENTURE» APRÈS LE RADOUB

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Quand le *Bonaventure* quittera-t-il la cale de radoub, et la marine aura-t-elle le personnel voulu pour le munir d'hommes s'il reprend la mer?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Il quittera la cale de radoub dès que les réparations seront terminées.

Une voix: Quand?

L'hon. M. Hellyer: Je suppose que ce sera au cours de l'an prochain, et l'on m'informe que nous aurons alors le personnel nécessaire pour le munir d'hommes.

LA MISE AU RANCART DU «BONAVENTURE»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de la Défense nationale une question qui fait suite à celle du député de Calgary-Nord au sujet du *Bonaventure*. Le ministère de la Défense nationale songe-t-il sérieusement à mettre définitivement au rancart le *Bonaventure*, ce qui représenterait une grande économie pour les contribuables canadiens?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur. Pour le moment, nous estimons que ce ne serait pas sage. Le *Bonaventure* peut fournir un service satisfaisant pendant encore quelques années.